

JCN = 79303
P/100030

Senegal

Description du Secteur Prive

Document de Travail pour Discussions

Le 1er Novembre 1990

LAI
LABAT-ANDERSON
INCORPORATED

Senegal

Description du Secteur Prive

Document de Travail pour Discussions

Le 1er Novembre 1990

L'objet de la Description du Secteur Privé est de quantifier l'importance du secteur privé dans l'économie sénégalaise et d'en examiner les divers aspects. La majeure partie de l'information a été fournie par Cabinet Aziz Dieye et la Banque mondiale. Nous résumons ci-après les 44 constatations-clés de la Description du Secteur Privé. Elles sont réparties en six catégories comme suit :

- A. L'impact du secteur privé
- B. Les contributions sectorielles du secteur privé
- C. L'impact des entreprises parapubliques sur l'économie
- D. L'impact de la politique des pouvoirs publics sur l'économie
- E. Les secteurs de tête et à la traîne de l'économie
- F. La nature du secteur privé

Ces constatations sont suivies de diagrammes et de tableaux pertinents.

A. Quelle est l'importance du secteur privé dans l'économie?

1. Le secteur privé représente environ 85% du PIB mesurable, la majeure partie relève du secteur informel (59%)
2. Le secteur privé emploie 92,5% de la population active, presque entièrement rurale et du secteur informel (90%)
3. Le secteur privé est informel et à petite échelle, avec un PIB informel plus élevé en 1987 (59%) qu'en 1980 (48%)

B. Où se situe le secteur privé dans l'économie?

4. Agriculture : le secteur privé y est très répandu, représentant 61% du marché du travail total et 23% du PIB de 1987; la production vivrière est vitale pour l'industrie (30%) et les exportations (40%)
5. Les problèmes sont nombreux dans le secteur agricole, représentant un défi et une opportunité pour le secteur privé; ces problèmes sont la distribution d'intrants, le crédit, la commercialisation des produits, les incertitudes climatiques, l'infertilité du sol, les goulots d'étranglement dans les transports et la faible productivité de la main-d'oeuvre
6. Commerce : le secteur privé est actif dans le commerce de gros et de détail, contribuant environ 20% au PIB et à l'Emploi; le conflit avec la Mauritanie a radicalement restructuré ce secteur
7. Industrie : le secteur privé y occupe une position importante, contribuant 25% au PIB 1987 et 14% à l'Emploi; les secteurs clés sont les produits vivriers et le tabac, la construction, les produits chimiques et les travaux publics
8. Mines : le secteur privé offre un potentiel de croissance pour le secteur privé; TjuPont peut être cité en exemple

9. Services non-commerciaux : ils représentent un amalgame de secteur privé et public, avec engagement du secteur privé vital pour le tourisme, les transports, l'immobilier et les assurances

C. Quel est l'impact des entreprises parapubliques sur l'économie?

10. Le secteur parapublic de l'économie apporte une contribution limitée au PIB (7,5%) et à l'Emploi (1%), mais représente un investissement de majeure importance pour le Gouvernement; ces entreprises ont consommé jusqu'à 27% de l'investissement en capital fixe du Sénégal
11. Les entreprises parapubliques ne sont généralement pas rentables et grèvent sur les dépenses publiques; les sorties de fonds sont estimées à 44% des déficits budgétaires et à 2% du PIB des années 80
12. Les emprunts des entreprises parapubliques ont pratiquement éliminé toute opportunité d'endettement à long terme du secteur privé; ces entreprises ont pris d'assaut l'emprunt privé, recevant des banques (1985-1987) 96% des crédits à long terme et 40% du total des crédits accordés
13. Les efforts de réforme et de privatisation procèdent lentement, ce qui rend difficile l'accroissement des investissements pour le secteur privé sénégalais; le secteur privé se sent exclu des discussions concernant la privatisation et considère le Gouvernement paternaliste et interventionniste

D. Quel a été l'impact de la politique des pouvoirs publics sur la croissance de l'économie?

14. Les majeures politiques de réformes, de pair avec une amélioration des conditions climatiques, ont stimulé une croissance réelle continue du PIB depuis 1985; la croissance réelle du PIB a été en moyenne de 4,3% en 1986-1987, et le revenu par habitant a augmenté d'environ 1,3%
15. La libéralisation des échanges a simplifié les procédures, mais sa mise en vigueur est toujours problématique; les taxes, les procédures portuaires et l'incertitude représentent les préoccupations majeures du secteur privé
16. Les coûts des facteurs de production demeurent élevés, ce qui réduit la compétitivité du Sénégal et rend difficile pour le secteur privé de générer les profits dont il a besoin pour les investissements à long terme; les frais de port, les tarifs d'électricité et de télécommunications sont élevés
17. Le volume des exportations et les recettes sont à la hausse, mais le Sénégal est toujours vulnérable aux faibles termes de l'échange; la valeur ajoutée (poisson) et la demande (arachide, phosphates) limitées sont préjudiciables aux recettes d'exportation
18. Le volume des importations et les paiements croissent plus vite que les exportations; la problématique est une tendance à augmenter les importations de produits finis ayant un potentiel de valeur ajoutée limité
19. Les coûts élevés, la confusion administrative, l'excès de règlements et le manque apparent d'intérêt manifesté par le Gouvernement ont fait que la zone de libre échange a été

incapable de générer des emplois et des exportations; on a noté des signaux récents positifs de changement, mais la mise en application reste contestable

20. La libéralisation des échanges n'a pas amélioré la balance commerciale et des paiements courants, résultant en une dépendance accrue de l'assistance des bailleurs de fonds; les déficits commerciaux et les intérêts s'élevaient à plus de 500 millions de dollars de 1983 à 1987
21. Malgré les déficits continus de la balance des paiements courants, la dette concessionnelle a augmenté; la dette extérieure est passée de 1,3 milliards de dollars (1980) à 3,7 milliards de dollars (1987), la majeure part concessionnelle
22. Les investissements du secteur privé sénégalais vont en augmentant, envoyant un signal positif que les politiques de stabilisation du Gouvernement donnent des résultats; le capital investi privé sénégalais est estimé à 645 millions de dollars (1984-1987), la majeure partie dans l'industrie alimentaire, les textiles, le tourisme, les transports et l'immobilier
23. Les niveaux des investissements actuels peuvent ne pas être suffisants, étant donné les mauvaises conditions climatiques, les faibles termes de l'échange et les changements dans le marché du travail européen
24. Les envois de fonds de travailleurs à l'étranger ont augmenté, une source importante de revenu pour l'économie nationale; ils étaient estimés à 275 millions de dollars de 1983 à 1987
25. Le Programme d'Investissements Publics du Gouvernement investit dans l'infrastructure économique et sociale pour une croissance future; certains ont mis en cause le niveau des dépenses publiques et les priorités du Gouvernement
26. La maîtrise de l'inflation a été une priorité clé du Gouvernement du Sénégal; le taux d'inflation est bas par rapport aux normes africaines et mondiales (3,7% de 1980 à 1988), et a baissé jusqu'à 2,5% en 1988-1989
27. Depuis 1988, le Gouvernement pratique une politique monétaire restrictive afin de maintenir l'inflation à un niveau bas et de rendre les taux d'intérêt plus compétitifs avec les taux de Paris
28. La majeure partie des Sénégalais sont exclus du secteur bancaire, ce qui renforce le rôle du secteur informel
29. Depuis 1986, le crédit est serré malgré de légères augmentations, et le faible portefeuille de prêts du secteur bancaire continuera d'être un fardeau pendant de nombreuses années
30. La politique fiscale a aidé à réduire le déficit budgétaire de 1986 à 1988, mais la collecte des impôts et des taxes est un problème actuellement; le déficit budgétaire se situe aux alentours de 2% du PIB, en grande partie dû à une faible collecte fiscale
31. Le Gouvernement a montré une certaine discipline du côté dépenses, aidant à contenir le déficit budgétaire et le taux d'inflation

32. La population active enregistre un accroissement net de 100.000 personnes par an; on prévoit que la population active potentielle totale passera d'environ 3,3 millions à 3,8 millions de 1990 à 1995, ce qui implique une révision du code du travail

E. Quelles ont été les tendances dans le secteur privé?

33. Avant 1985, la croissance de l'Industrie atteignait 7,5% par an, tandis que l'Agriculture (2,2%) et les Services (1,6%) fluctuaient et leurs taux de croissance étaient plus modestes
34. De 1985 à 1987, l'Agriculture croissait à un taux constant de 5,9%; des pluies plus abondantes et des prix aux producteurs plus intéressants faisaient augmenter la production
35. L'Industrie n'augmentait pas au même rythme pendant cette même période, elle croissait à un taux constant de 2% (1985-1987); des augmentations étaient enregistrées dans l'industrie alimentaire et chimique
36. Les Services ont montré une croissance régulière de 4,5%, et 7,2% net du Gouvernement; les secteurs principaux de croissance ont été le commerce, le tourisme, les transports et l'immobilier
37. Une croissance des investissements fixes se manifestait dans les secteurs des produits alimentaires, de l'industrie textile, de l'énergie, du commerce, des transports et des communications, la plupart relevant du secteur privé; le total des investissements fixes a été estimé à 667 millions de dollars de 1985 à 1987
38. Les recettes d'exportations du Sénégal ont augmenté de 1985 à 1987, dans une large mesure grâce aux augmentations enregistrées dans les services non extractifs et à celles des exportations de la pêche, alors que les exportations traditionnelles sont stagnantes ou en régression
39. La croissance réelle du PIB était en moyenne de 2,5% de 1988 à 1989 et devrait atteindre 4,0% d'ici 1993, mais le Sénégal fait face à de gros risques

F. Qu'est le secteur privé?

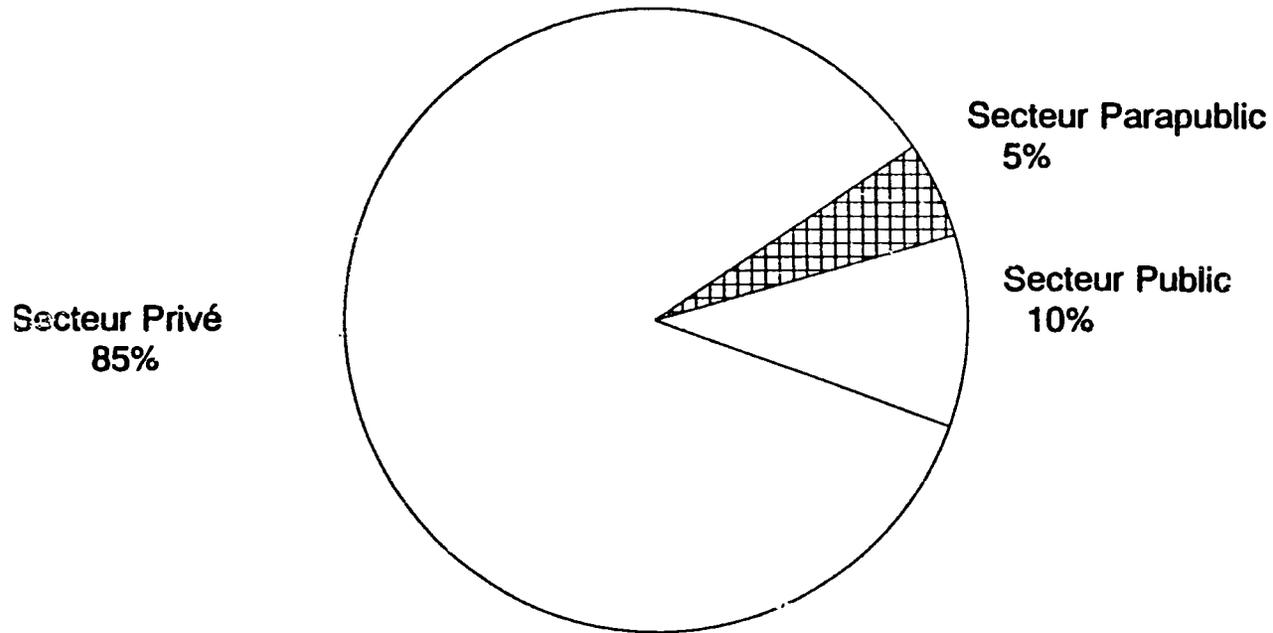
40. Le secteur privé se compose principalement de producteurs et de distributeurs du secteur informel, souvent indépendants; environ 80% de la main-d'oeuvre est composée de travailleurs indépendants, de membres de la famille et d'apprentis
41. Le secteur privé moderne est mixte, avec des intérêts français et libanais de longue date coexistants avec un secteur structuré privé sénégalais en croissance; le secteur structuré sénégalais est actif dans l'exportation de produits horticoles, l'industrie de la pêche, laitière et textile, le commerce, les produits chimiques, le tourisme, les transports, l'immobilier et les assurances
42. Les femmes sont actives dans l'économie, mais rarement occupent des positions de cadres avec pouvoir de décision; les femmes sont le point focal de la production agricole et sont actives dans le commerce urbain
43. Au Sénégal, le secteur privé structuré est formé de nombreuses associations d'entreprises, mais elles ont eu peu d'influence auprès du Gouvernement

44. La majeure partie du secteur privé sénégalais est non représentée

Statistiques Selectionnees
De la Description du Secteur Prive

GRAPHIQUE 1A

CONTRIBUTIONS AU PIB (1987)



Source : Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 1D

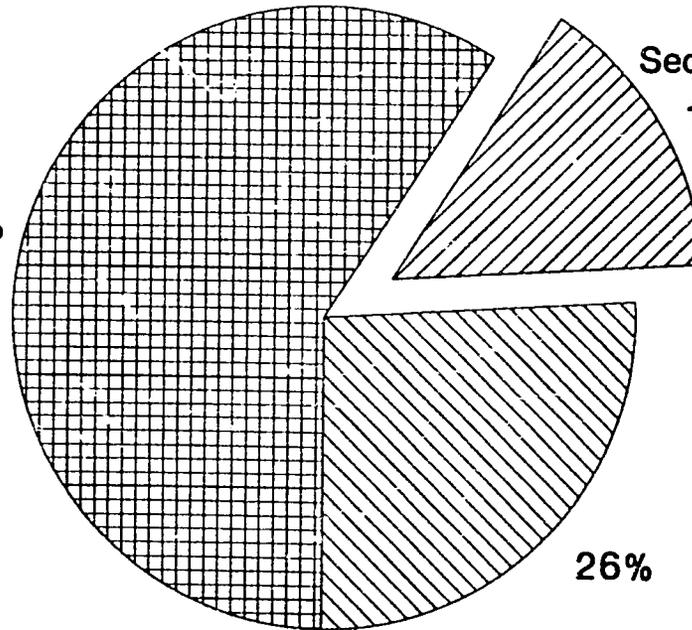
CONTRIBUTIONS AU PIB

2

SECTEUR INFORMEL

Commerce : 20%
Agriculture &
Elevage : 19%
Autre : 20%

59%



Secteur Moderne Non-Privé

15%

SECTEUR PRIVE MODERNE

Manufactures: 15%
Autre : 11%

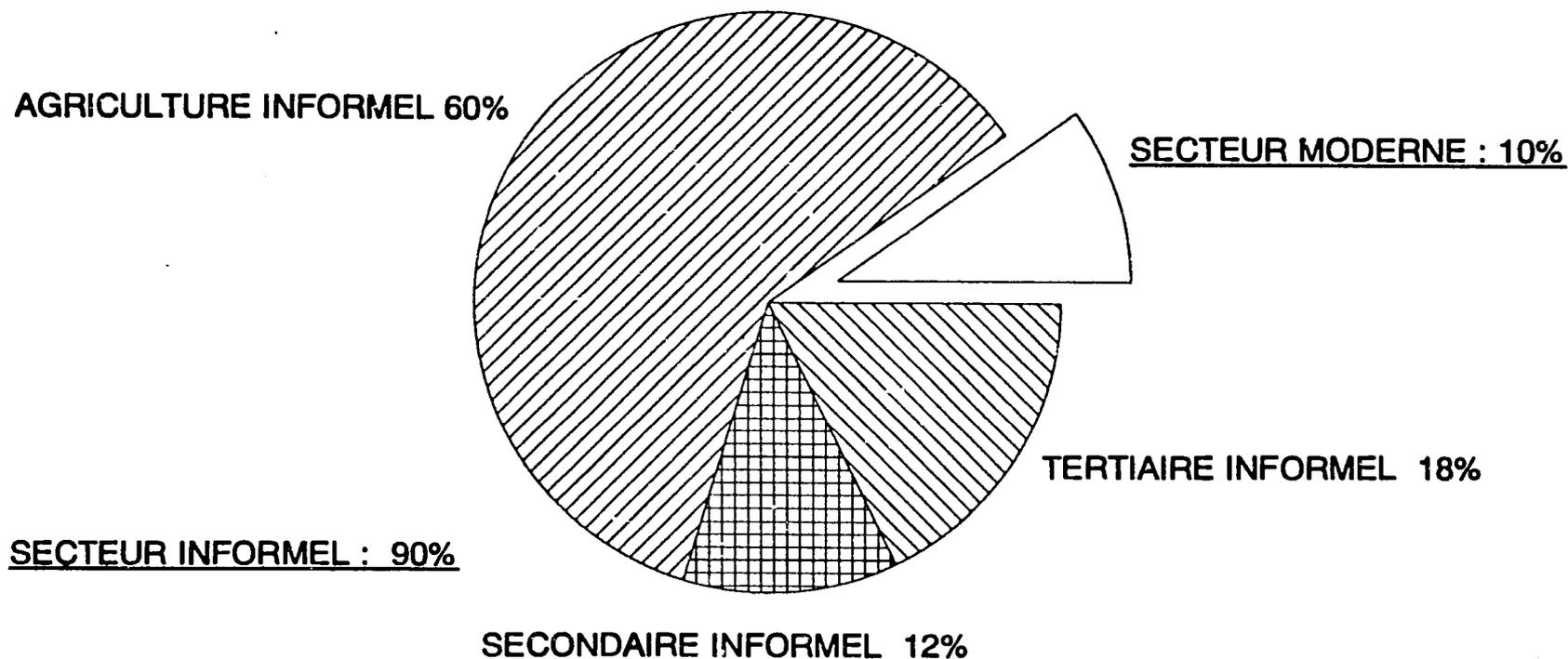
26%

Source : Cabinet Aziz Dieye
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 2B

SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

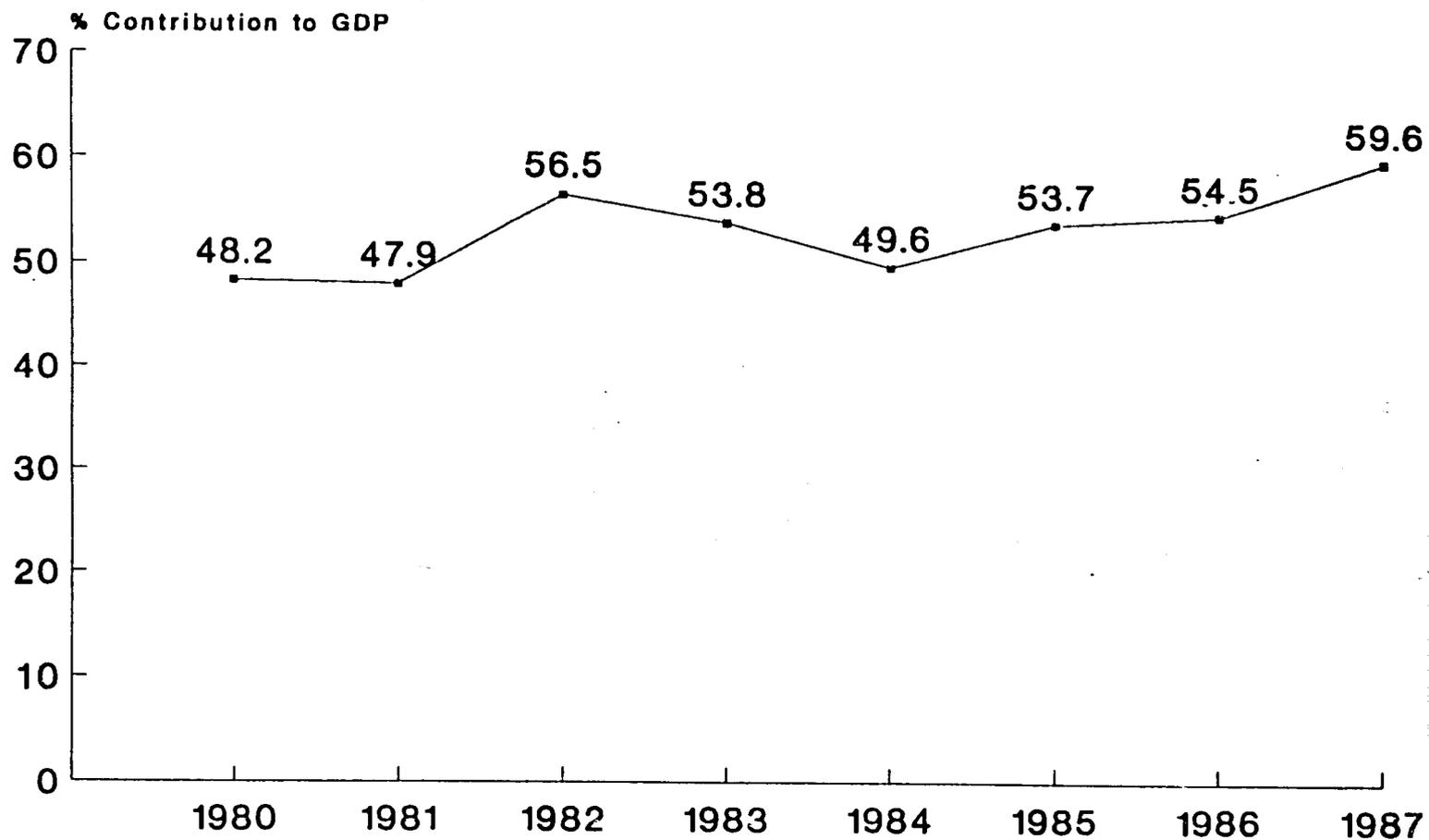
CONTRIBUTION A L'EMPLOI (1987)



Source : Direction de la Statistique, 1988;
Cabinet Aziz Dieye, Description
du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 3

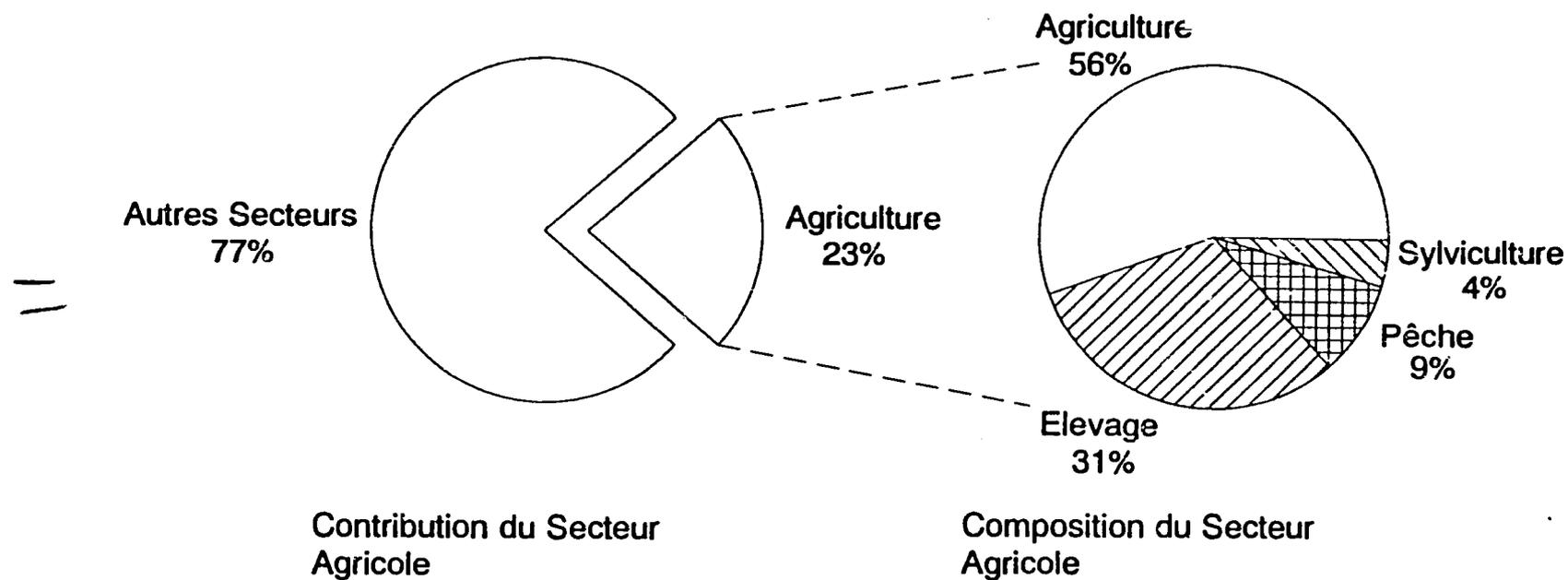
CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL AU PIB



Source: Cabinet Aziz Dieye
Private Sector Description, 1990

GRAPHIQUE 4A

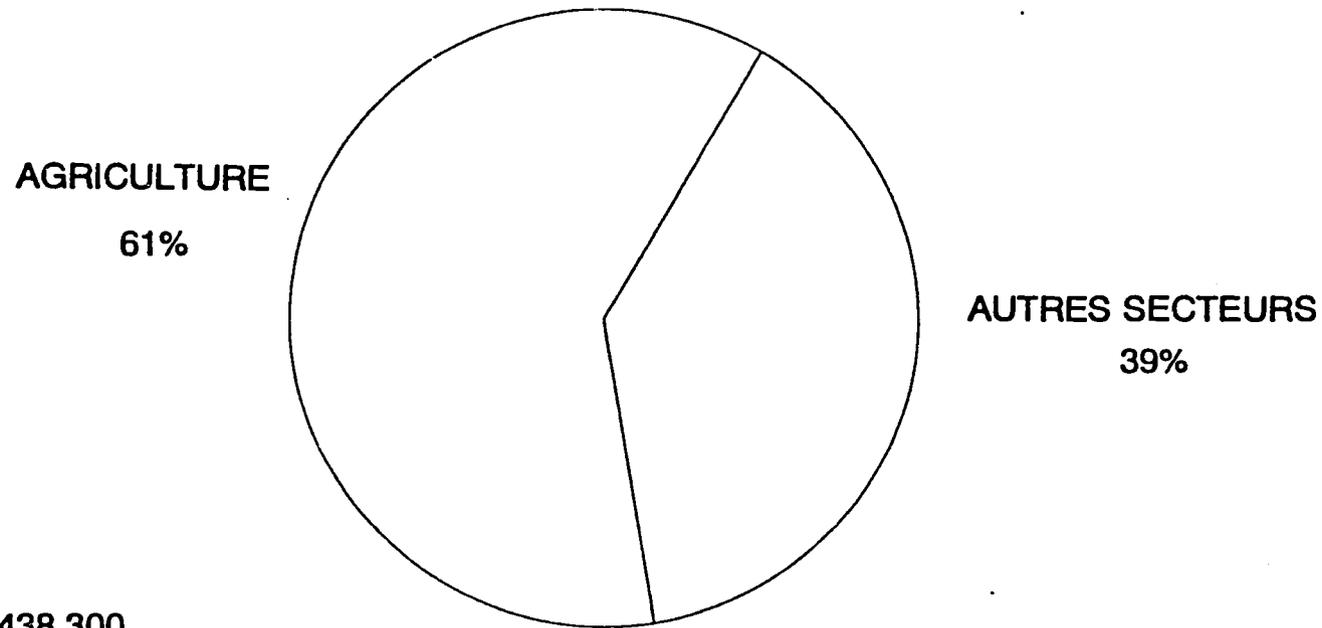
CONTRIBUTION DU SECTEUR AGRICOLE AU PIB (1987)



Source : Cabinet Aziz Dieye
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 4B

CONTRIBUTION DU SECTEUR AGRICOLE A L'EMPLOI (1987)



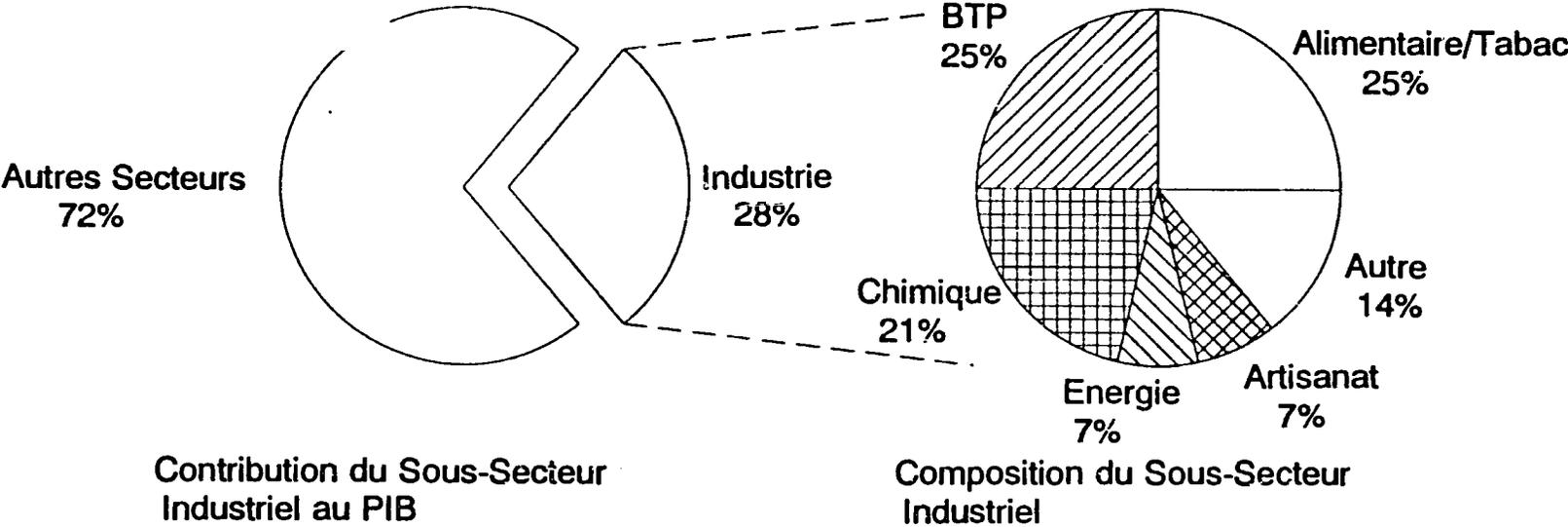
TOTAL : 1.438.300

Source : Direction de la Statistique, 1988

21

GRAPHIQUE 7A

CONTRIBUTION DU SOUS-SECTEUR INDUSTRIEL AU PIB (1987)



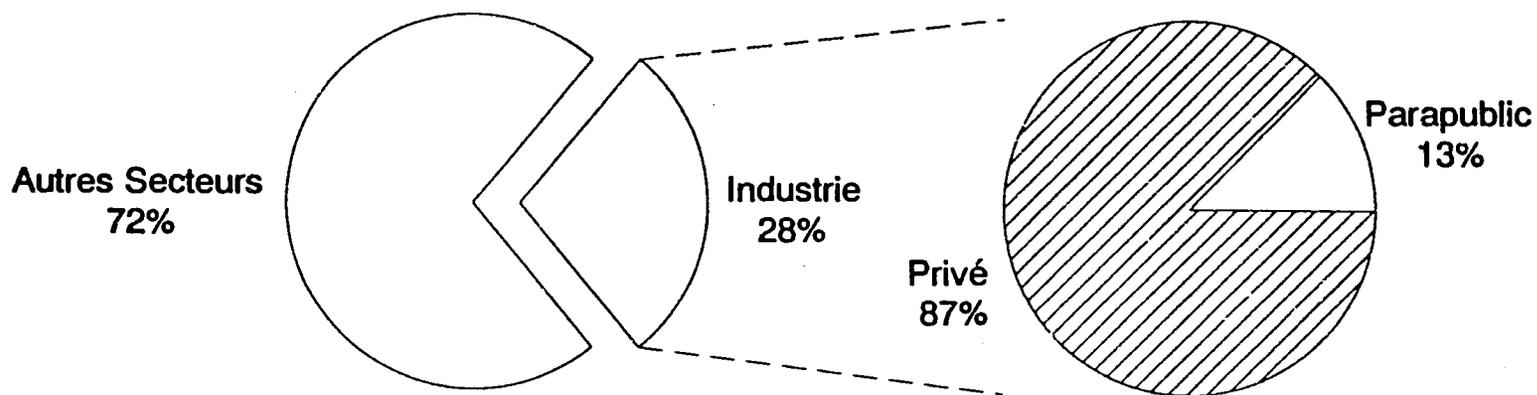
Source : Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

13

GRAPHIQUE 7B

CONTRIBUTION DES SECTEURS INDUSTRIELS PUBLIC ET PARAPUBLIC AU PIB (1987)

41



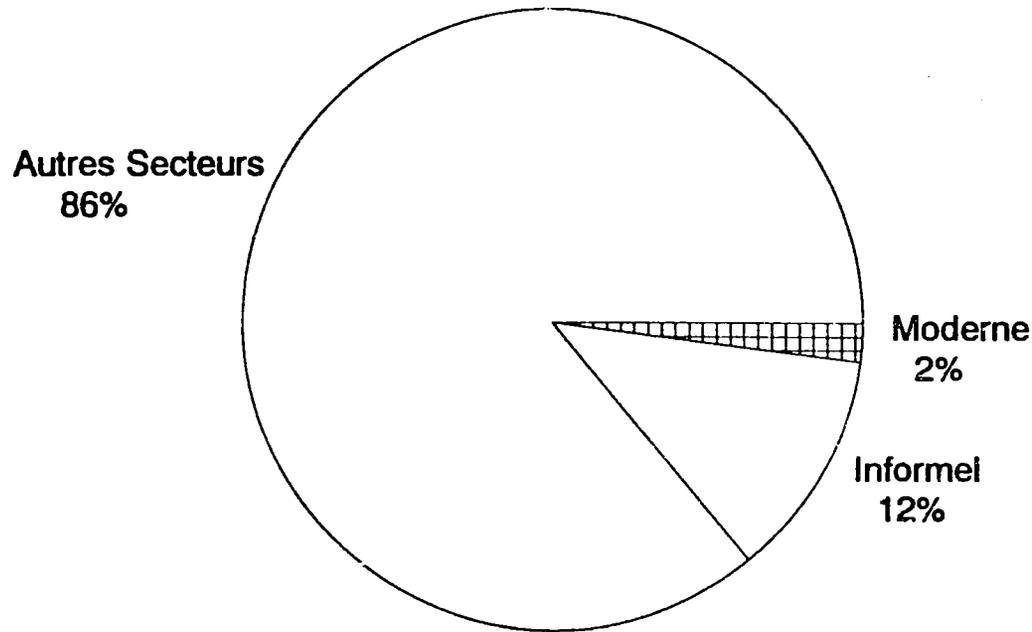
Source : Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

Composition du Secteur
Industriel

Contribution du Secteur
Industriel au PIB

GRAPHIQUE 7D

CONTRIBUTION DU SECTEUR INDUSTRIEL A L'EMPLOI (1987)



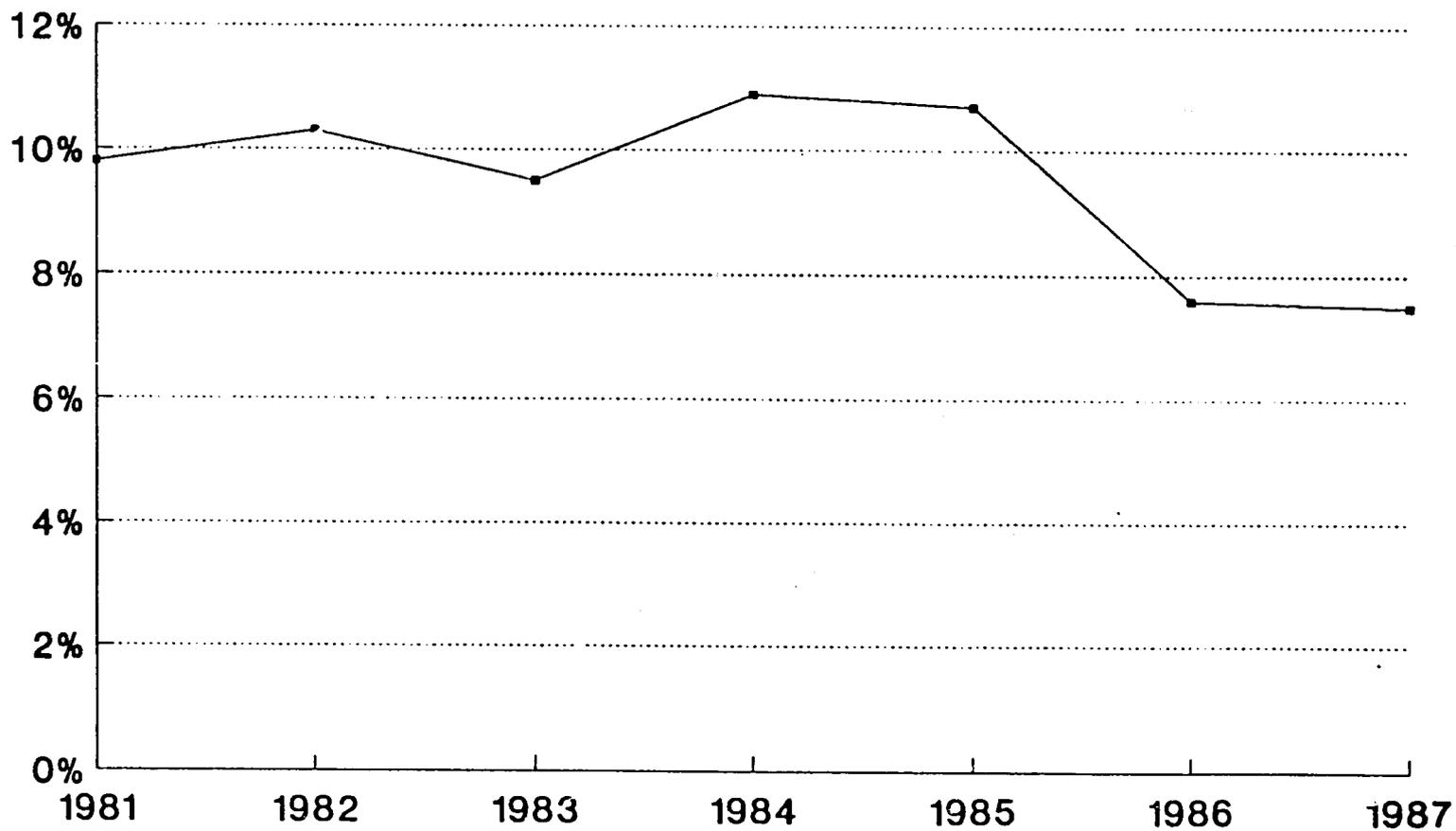
EMPLOI

Informel : 286.486
Moderne : 53.804
TOTAL : 340.290

Source : Direction de la Statistique, 1988;
Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 10A

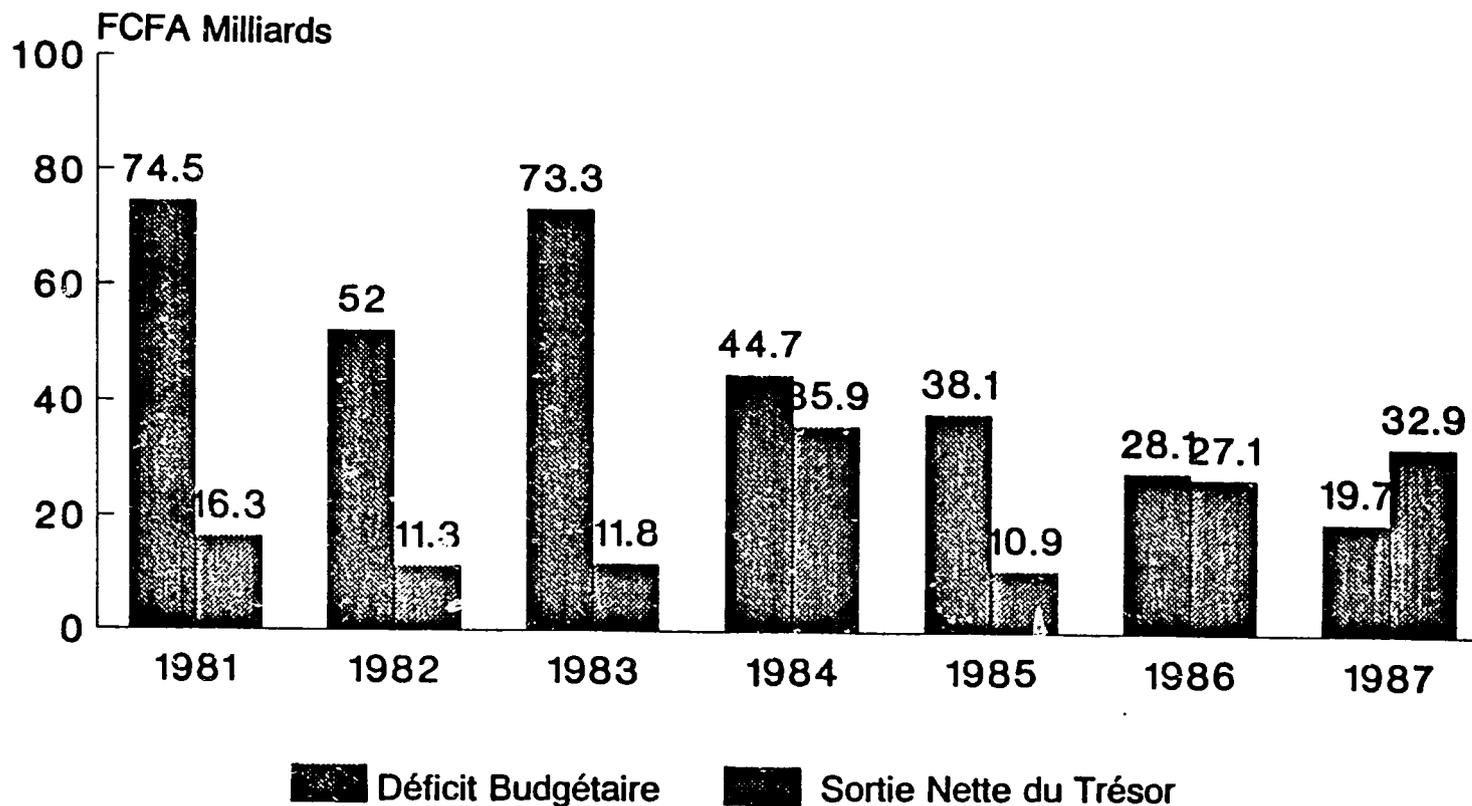
CONTRIBUTION DU SECTEUR PARAPUBLIC A LA VALEUR AJOUTEE (1981-1987)



Source : Contrôle Financier; Banque Mondiale; Cabinet Aziz Dieye

GRAPHIQUE 11A

CHARGE BUDGETAIRE DU SECTEUR PARAPUBLIC SORTIES NETTES DU TRESOR & CHARGE BUDGETAIRE (1981-1987)

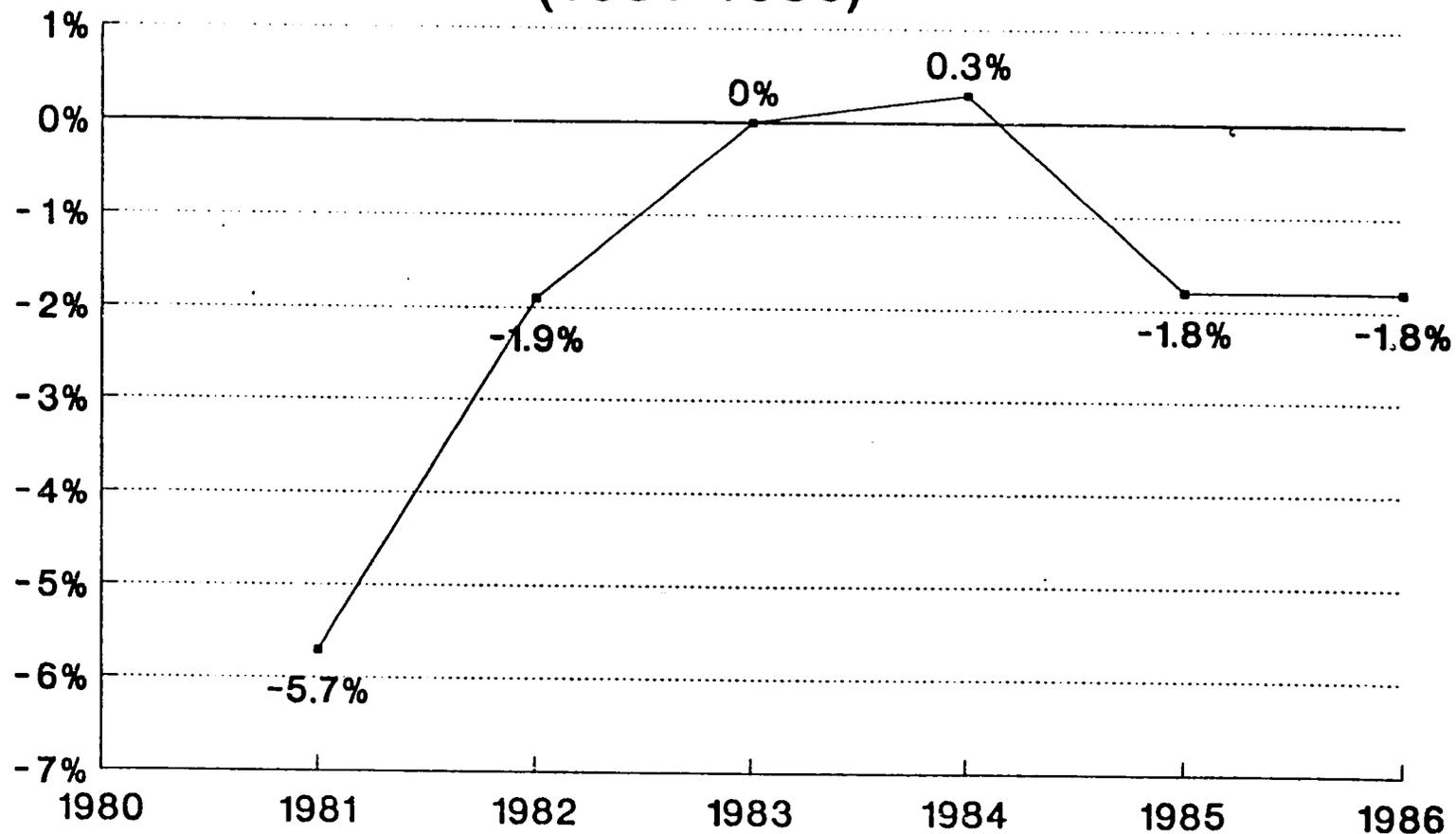


Source : Contrôle Financier, Banque Mondiale
FMI (pour déficit budgétaire 1987)

17

GRAPHIQUE 11B

PROFITS/PERTES DES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES POURCENTAGE DU PIB (1981-1986)

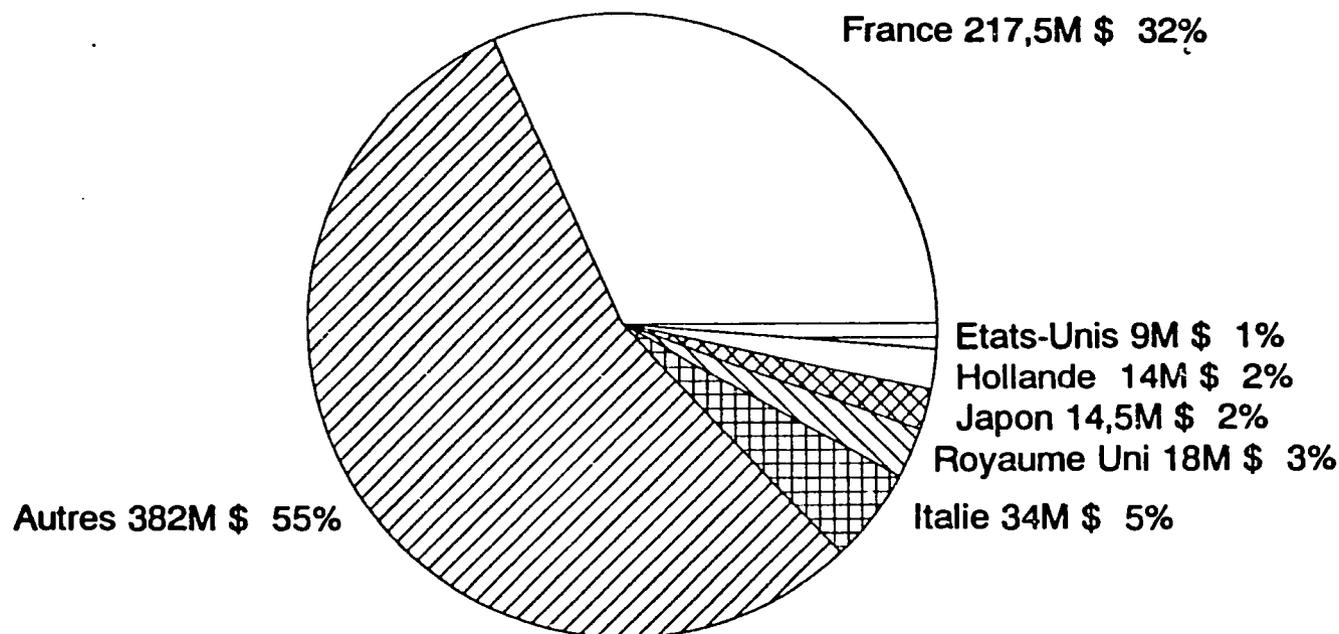


Sources : Contrôle Financier; Banque Mondiale; Cabinet Aziz Dieye

18

GRAPHIQUE 17A

PRINCIPAUX MARCHES D'EXPORTATIONS DU SENEGAL* (1987)



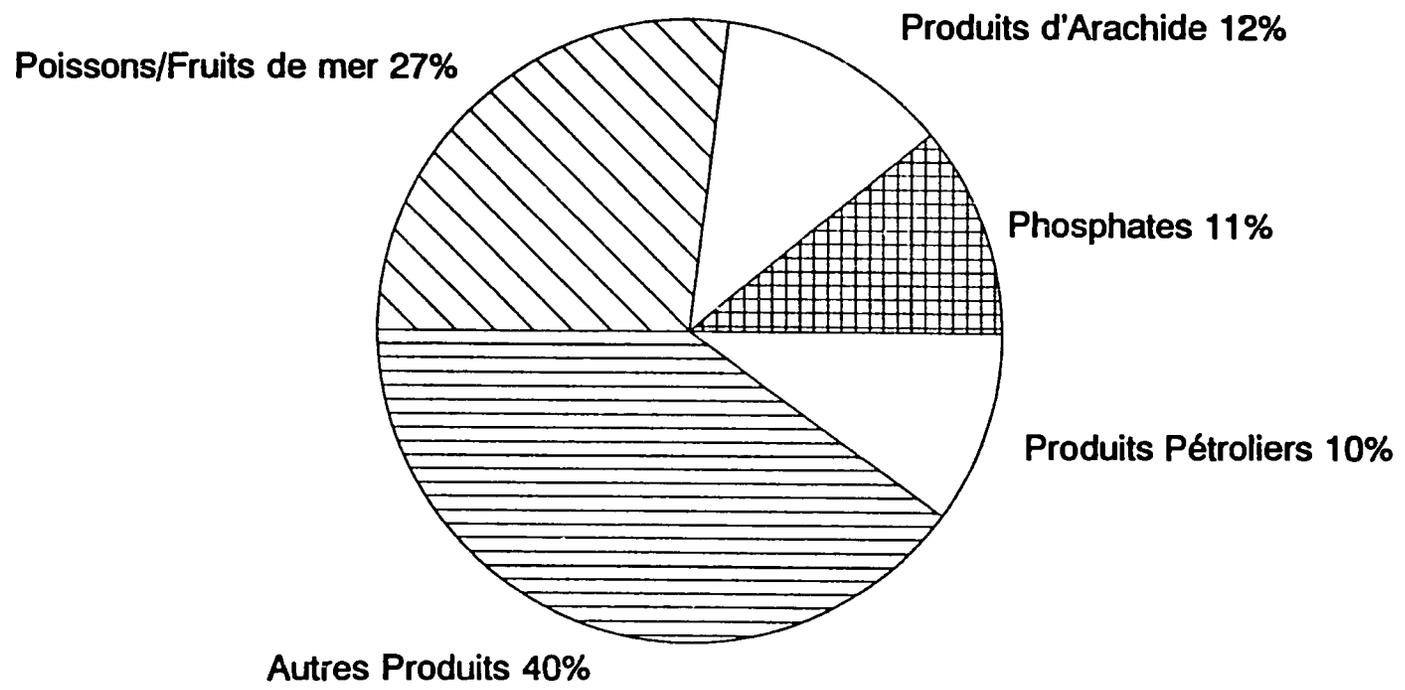
*Ces chiffres peuvent ne pas refléter la réalité en raison de sous-estimations

Parmi "autres" sont la Côte d'Ivoire (4%) et la Mauritanie (4%) en 1986

Source : BCEAO, Banque Mondiale, Le Bulletin Economique de l'Afrique Noire

GRAPHIQUE 17B

PRINCIPALES EXPORTATIONS SENEGALAISES PAR PRODUIT (1986)

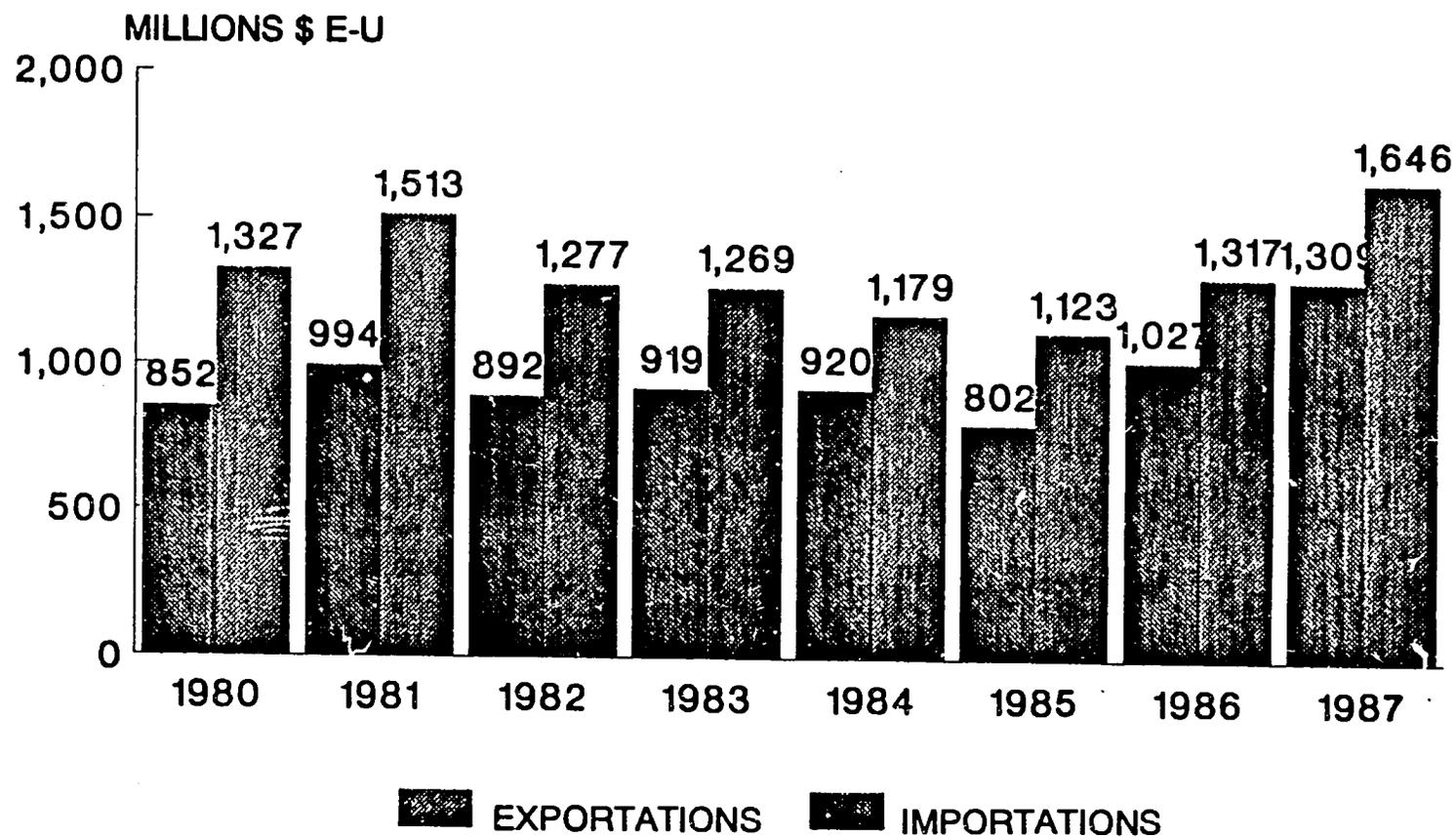


Source : The Economist (de la BCEAO et du Ministère de l'Economie et des Finances)

20

GRAPHIQUE 18A

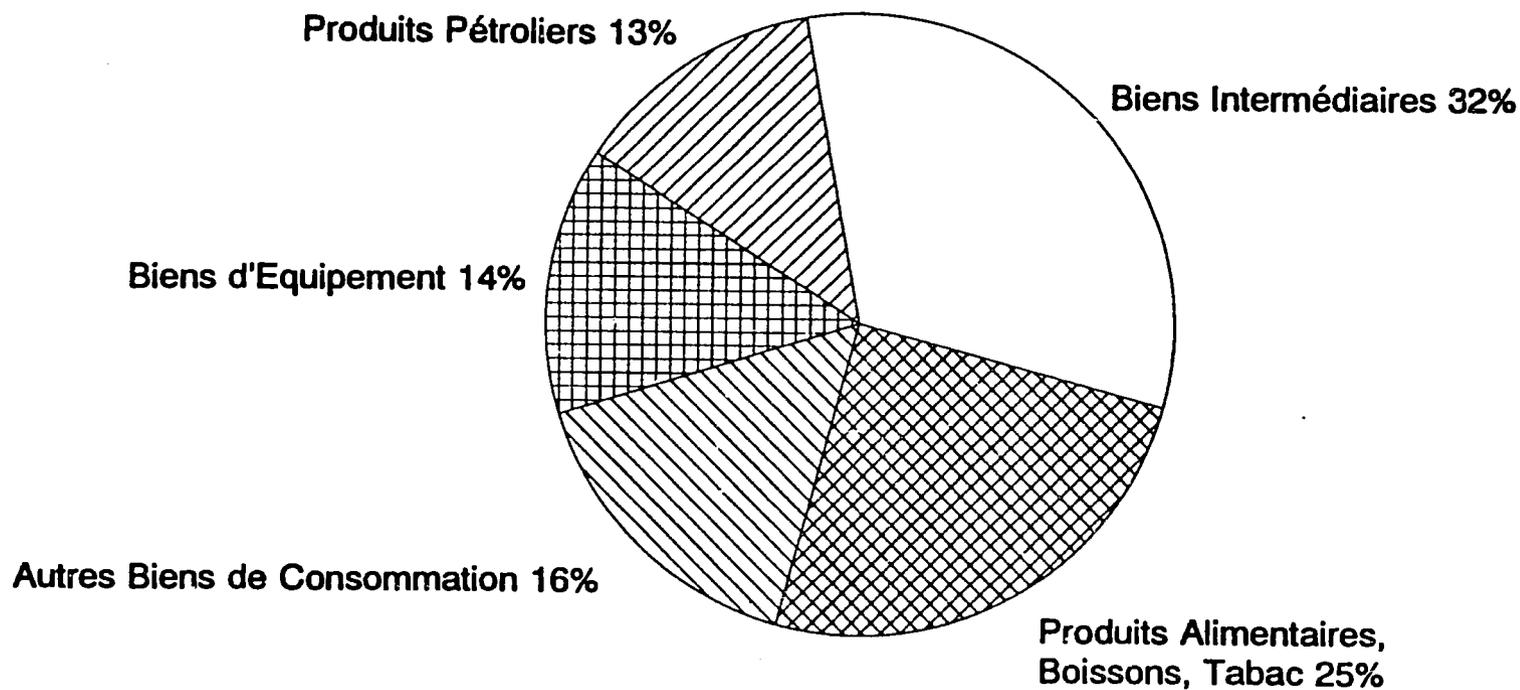
FLUX COMMERCIAUX DU SENEGAL (1981-1987)



Source : PNUD et Banque Mondiale

GRAPHIQUE 18C

PRINCIPALES IMPORTATIONS SENEGALAISES PAR PRODUIT (1986)

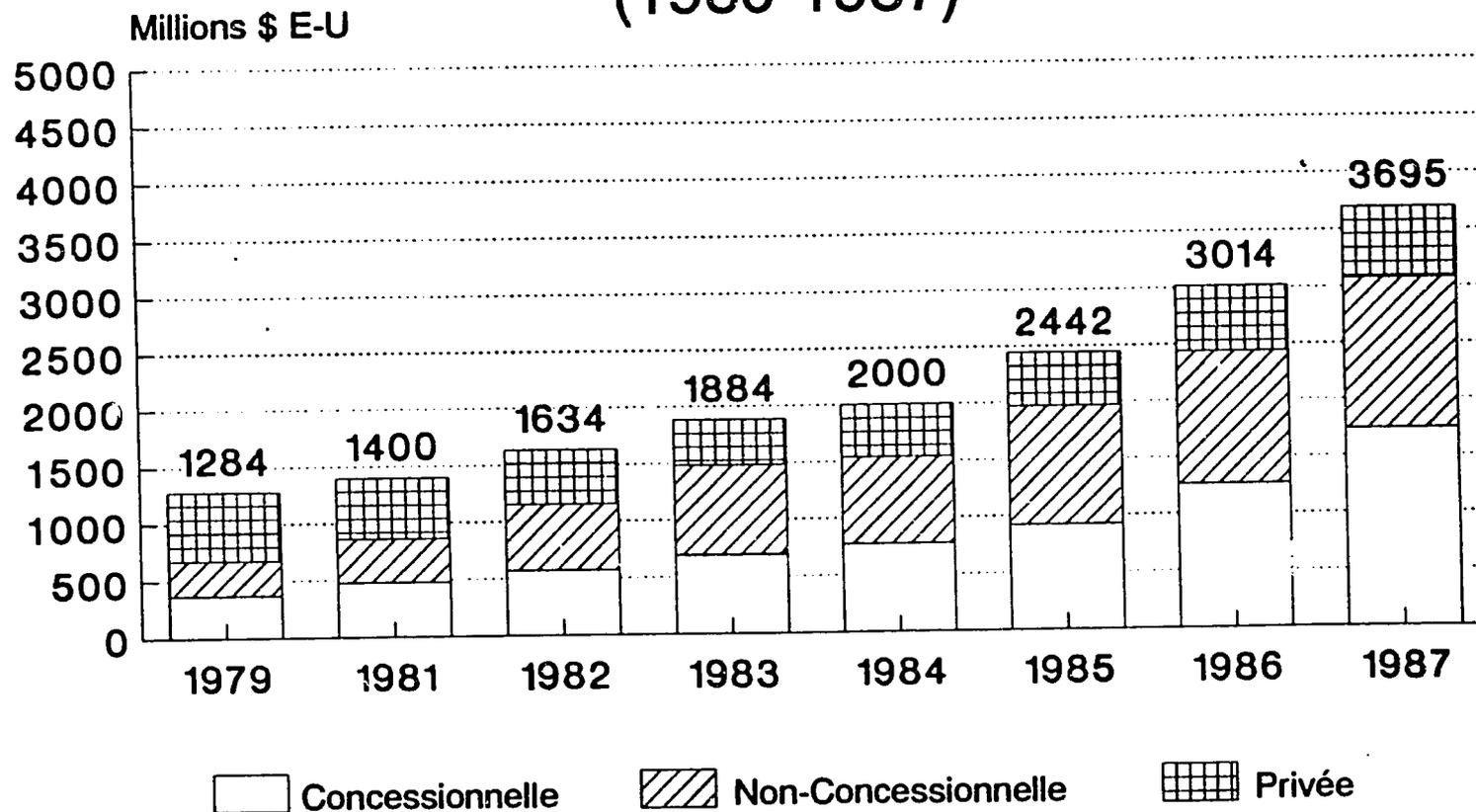


Source : The Economist (de la BCEAO et du Ministère de l'Economie et des Finances)

GRAPHIQUE 21

DETTE EXTERIEURE DU SENEGAL : OFFICIELLE ET PRIVEE

(1980-1987)

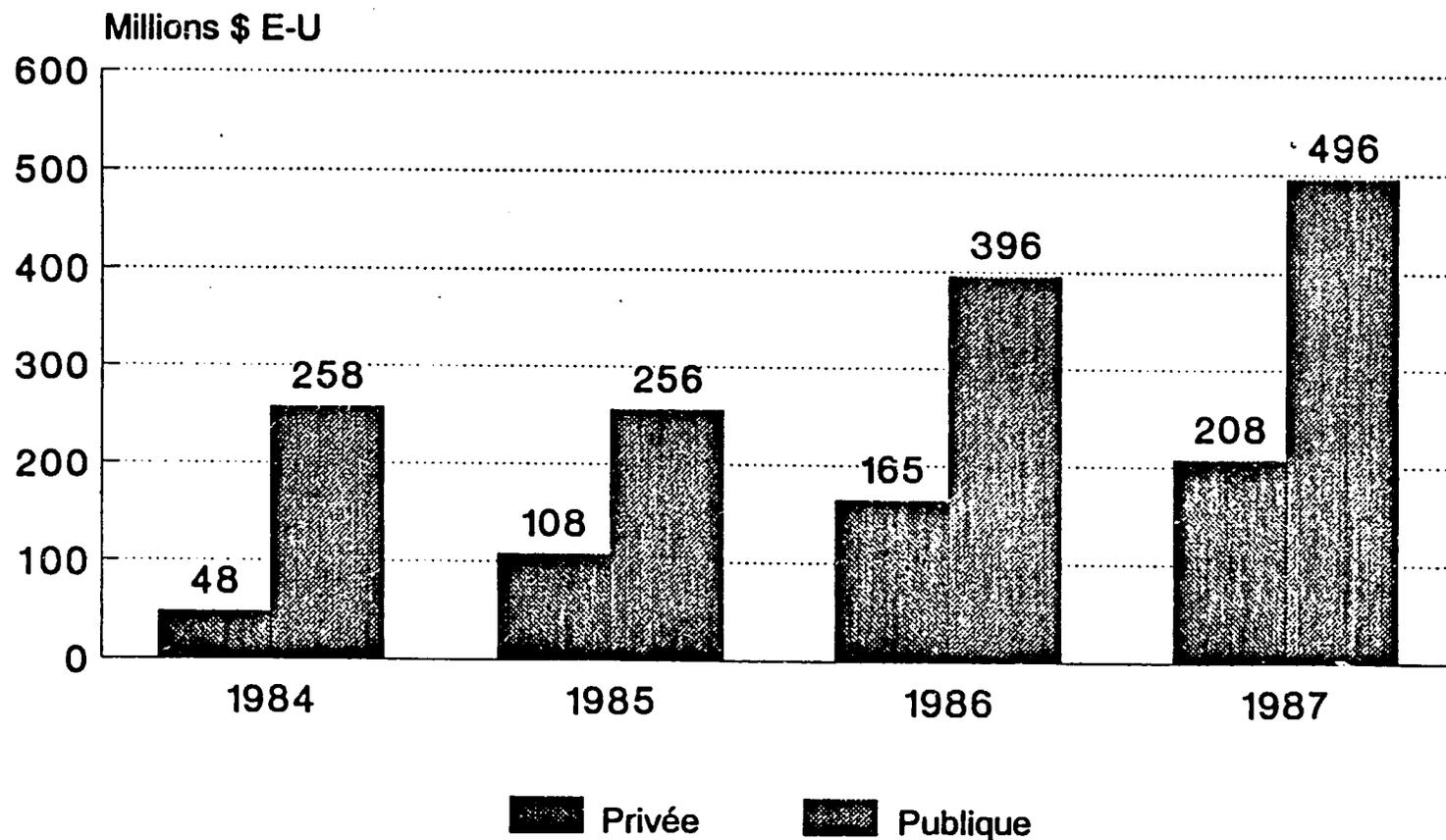


Source : PNUD & Banque Mondiale "African Economic and Financial Data", 1989

GRAPHIQUE 22A

INVESTISSEMENT NATIONAL BRUT DU SENEGAL (1984-1987)

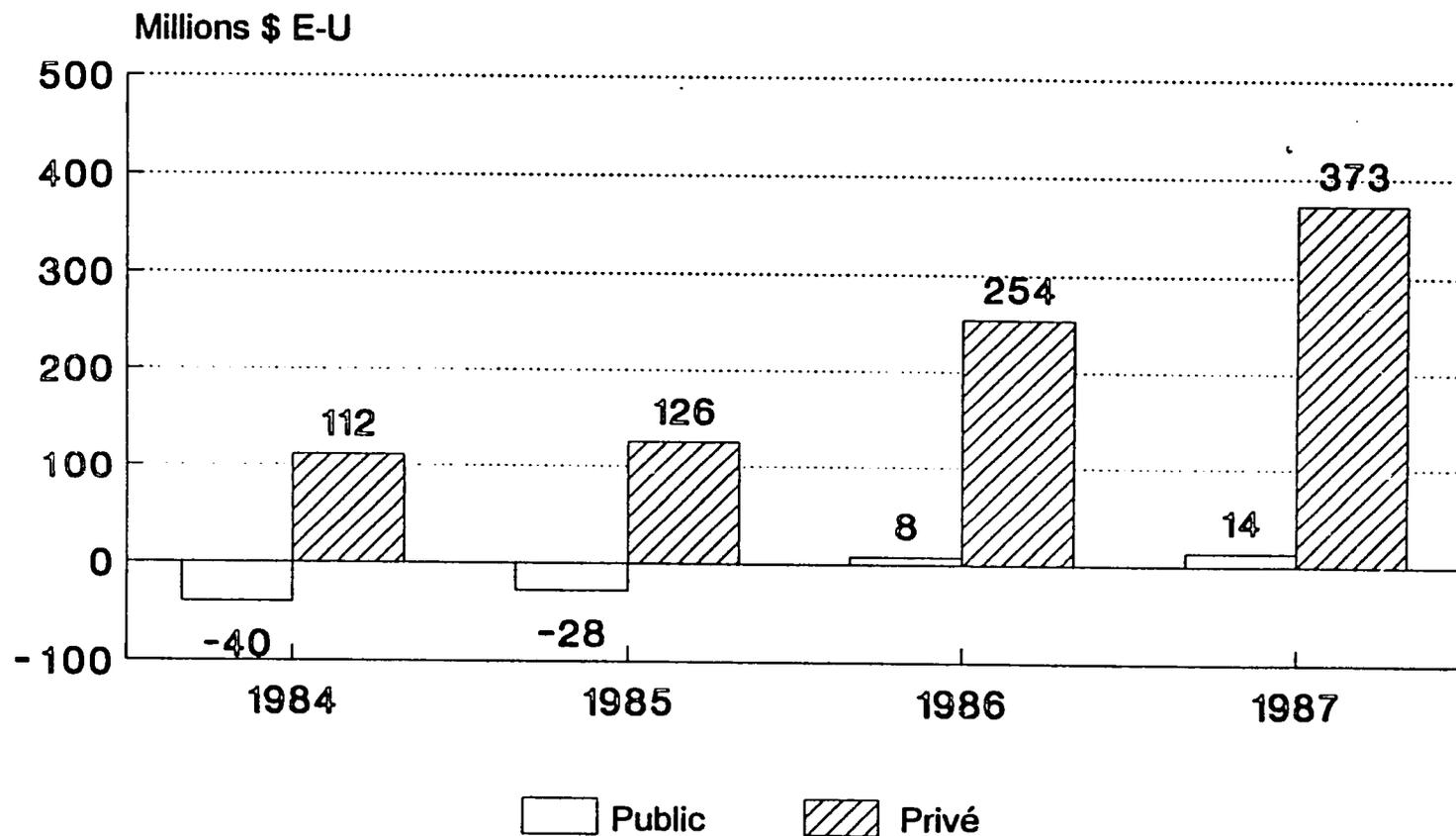
24



Source : Banque Mondiale

GRAPHIQUE 22B

EPARGNE NATIONALE BRUTE DU SENEGAL (1984-1987)



Source : Banque Mondiale

GRAPHIQUE 26

INFLATION MOYENNE ANNUELLE

Indice d'Ajustement du PIB

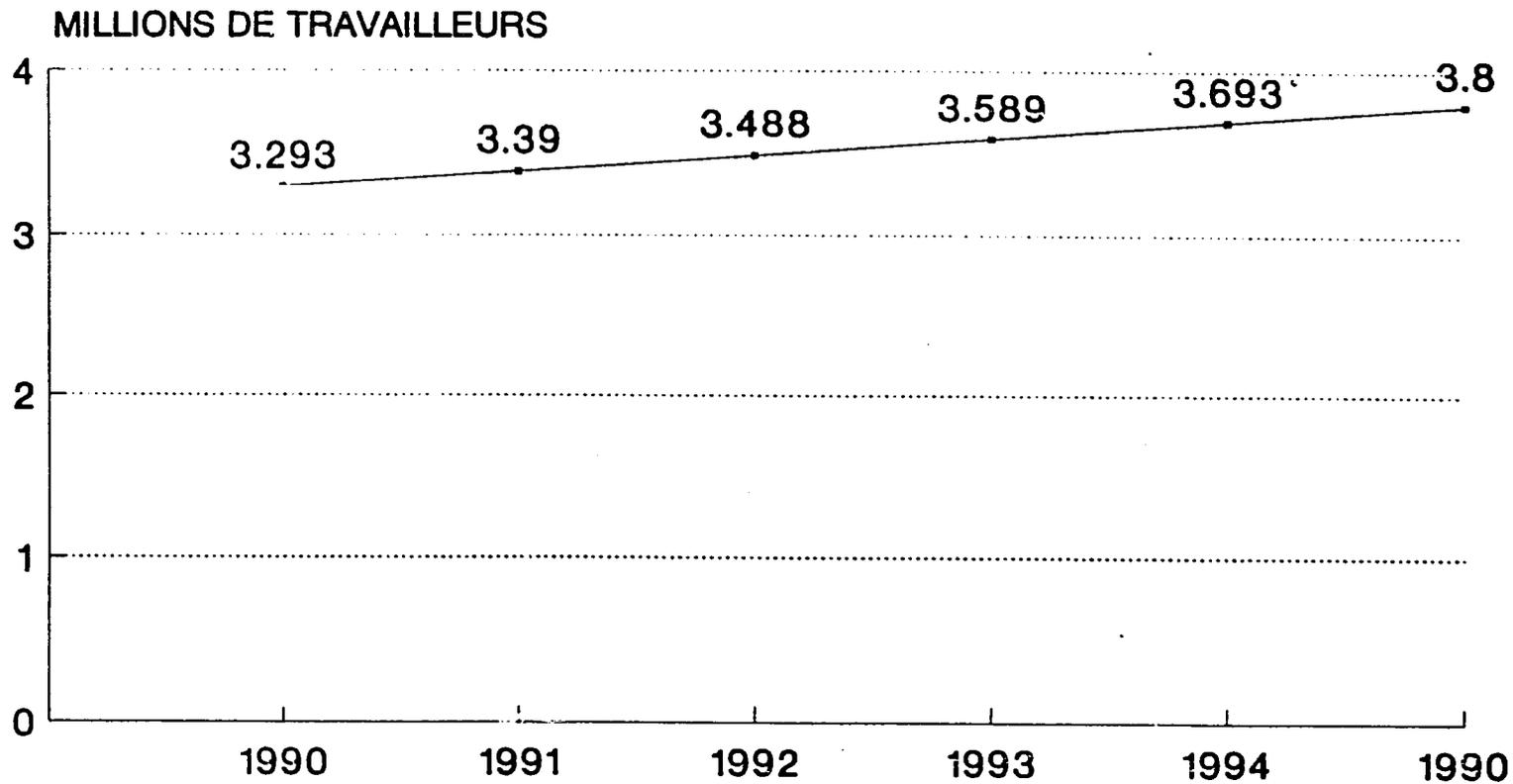
1980-87

Ouganda	95,2
Zaire	53,5
Sierra Leone	50,0
Ghana	48,3
Somalie	37,8
Soudan	31,8
Zambie	28,7
Mozambique	26,9
Tanzanie	24,9
Madagascar	17,4
Afrique du Sud	13,8
Malawi	12,4
Zimbabwe	12,4
Lesotho	12,3
Kenya	10,3
Nigeria	10,1
Mauritanie	9,8
<u>Sénégal</u>	<u>9,1</u>
Botswana	8,4
Bénin	8,2
Cameroun	8,1
Maurice	8,1
République Centrafricaine	7,9
Burundi	7,5
Togo	6,6
Tchad	5,3
Rwanda	4,5
Côte d'Ivoire	4,4
Burkina Faso	4,4
Mali	4,2
Niger	4,1
Ethiopie	2,6
Gabon	2,6
Congo	1,8
Libéria	1,5

Source : Banque Mondiale, World Development Report 1989, Oxford University Press, New York, 1989; pp. 164-165.

GRAPHIQUE 32

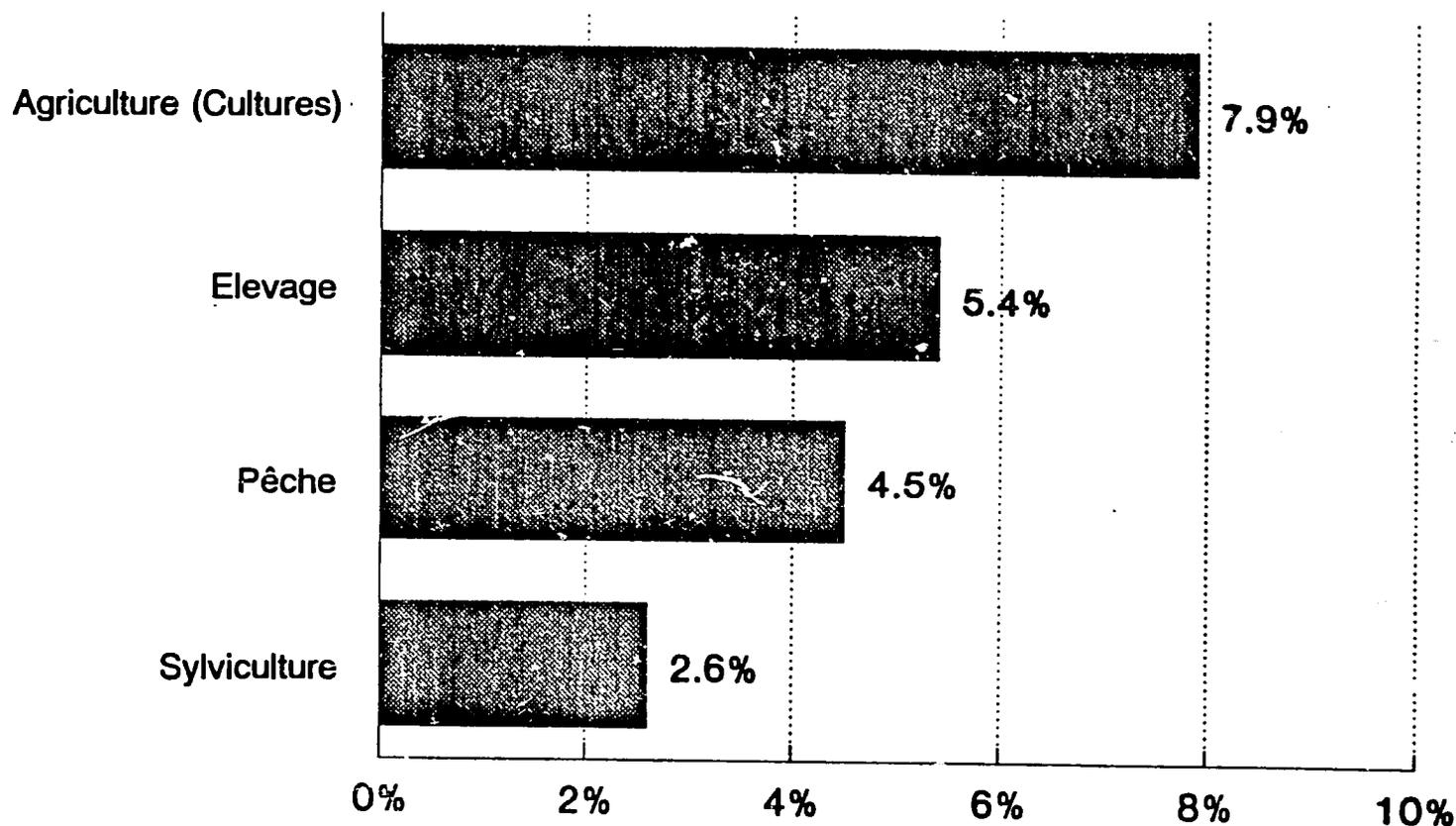
ESTIMATIONS DU MARCHE DU TRAVAIL AU SENEGAL (1990-1995)



Source : Direction de la Statistique;
Estimations de l'Equipe MAPS.

GRAPHIQUE 34

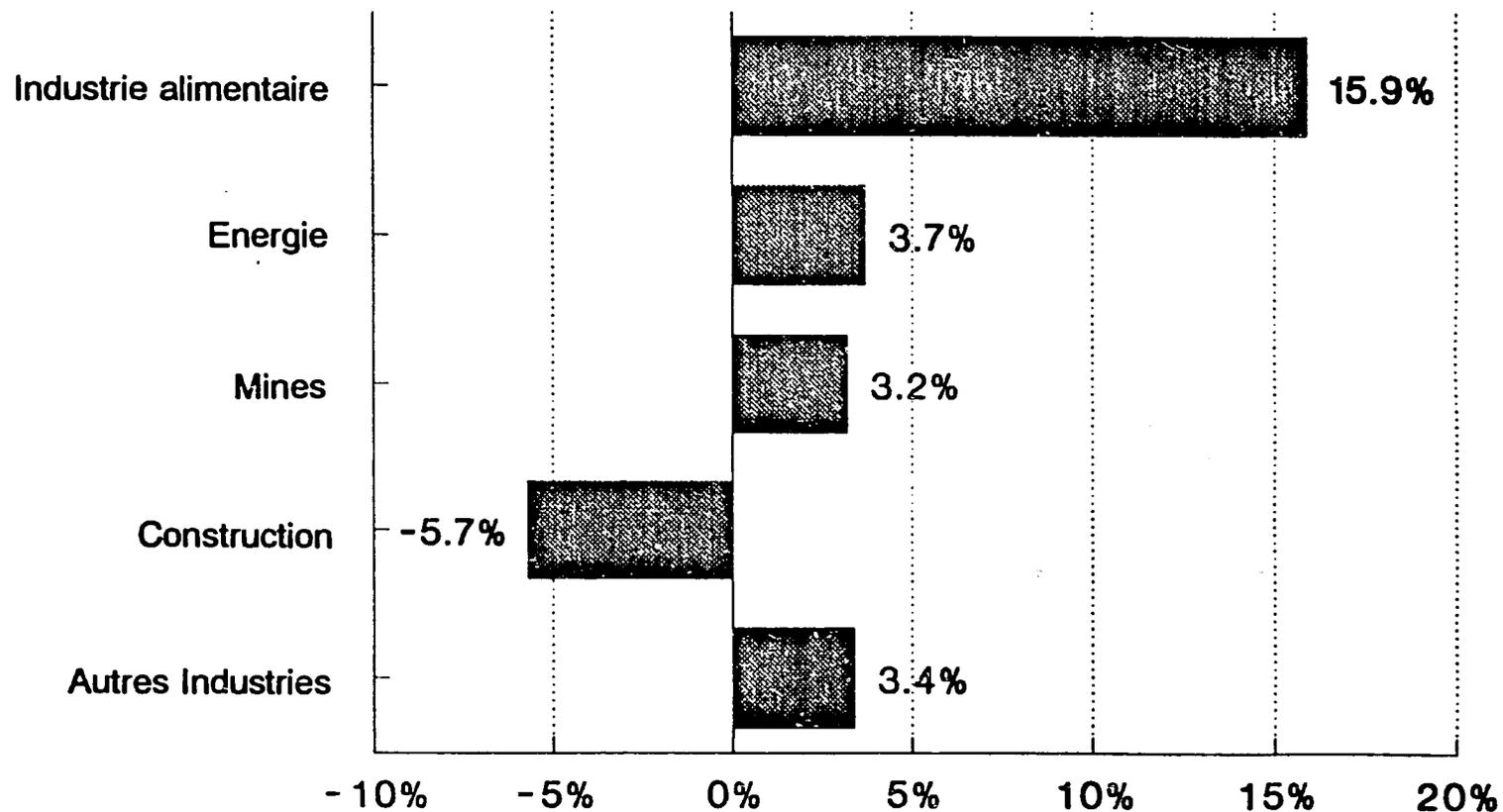
AGRICULTURE : TAUX ANNUELS MOYENS DE CROISSANCE (1985-1987)



Source : Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 35

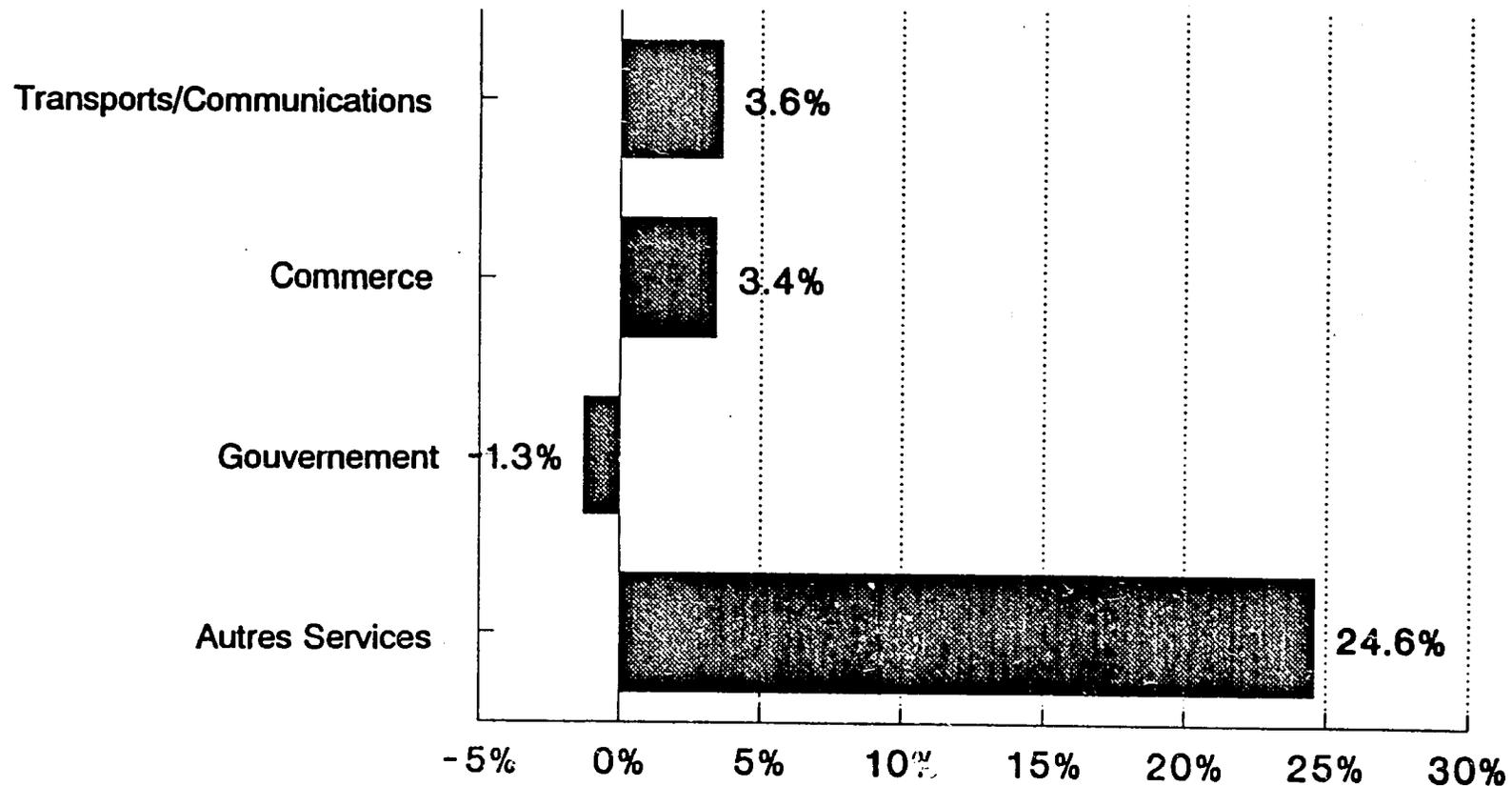
INDUSTRIE : TAUX ANNUELS MOYENS DE CROISSANCE (1985-1987)



Source : Cabinet Aziz Dieye,
Description du Secteur Privé, 1990

GRAPHIQUE 36

SERVICES : TAUX ANNUELS MOYENS DE CROISSANCE (1985-1987)



Source : Cabinet Aziz Dieye
Description du Secteur Privé, 1990

30